

Guy Snanoudj
Rédacteur en chef

ÉDITORIAL

En consacrant un dossier aux inégalités croissantes, *Après-demain* pose en définitive la question de la justice. Pas l'institution (la revue l'a traitée dans son numéro 30 NF), mais celle qui fait qu'une situation comparée entre deux êtres humains est considérée comme acceptable, voire supportable.

La question des inégalités se pose selon plusieurs approches : naturelle, économique, financière, politique, sociale, physique, ... Les articles de ce numéro abordent la question sous ces différents angles.

Au premier abord, la question des inégalités ne soulève pas de grandes difficultés. Les situations se répartissent en deux catégories : celle des profiteurs des inégalités, dont ils sont les producteurs, et celle des victimes des inégalités.

Mais est-ce aussi simple ? Si cette répartition entre les « bons » et les « méchants » expliquait tout, la solution serait facile sinon à mettre en œuvre, du moins à identifier. L'aspiration à la révolution, la grille de lecture de la lutte des classes, ont produit le progrès social, mais aussi un confort intellectuel qui a débouché sur les débordements que l'on sait, faute de freins à la représentation conceptuelle des relations humaines. Que les opprimés prennent le pouvoir, et l'oppression politique et économique disparaît. On sait ce qu'il en est advenu. Qui peut dire que le régime communiste chinois a produit une société égalitaire ?

Les articles qui suivent dressent des tableaux éloquents et précis de situations, de pratiques et de cultures produisant des inégalités. Certaines, comme celles issues de l'organisation en castes de sociétés, sont historiquement expliquées¹. D'autres dressent le tableau d'une société qui se proclame égalitaire parce que républicaine, alors que les inégalités se creusent.

Le tableau une fois brossé, la question est : que faire ? De nombreuses solutions sont préconisées, certaines sont mises en œuvre. Les résultats sont-ils à la hauteur des espérances et des moyens déployés ? Au vu de l'état de la société française, la réponse est a priori négative. Même s'il est difficile d'estimer ce

qu'il en serait si des millions de bénévoles, individuellement, au sein d'associations et de fondations (comme la Fondation Seligmann) ne faisaient pas ce qu'ils font.

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est la relative et apparente passivité des victimes des inégalités les plus criantes. Parmi celles-ci, l'accès ou le maintien dans l'emploi est une des plus significatives car elle est l'amorçage de ce qui, pour certains, devient une descente aux enfers d'abord économique et financière, puis rapidement humaine. Il y a actuellement 5 millions de chômeurs en France. Or qui s'exprime le plus fort (souvent à juste titre) : ceux qui sont encore titulaires d'un emploi (les salariés) et ceux qui escomptent bien en avoir un (les « jeunes »). D'aucuns en déduisent que la France a fait le choix du chômage. Quelle France ? Celle des employeurs, qui contiennent la pression sociale par la concurrence entre salariés ? Celle de la classe politique qui se préoccupe plus de l'opinion des « inclus » que de celle des « exclus » ?

Il convient que nous fassions tous attention aux conséquences à long terme de cette situation. L'Histoire enseigne que les crises sociales finissent souvent par des drames politiques². Si l'extrême-droite progresse en Europe, notamment en France, ce n'est pas parce qu'elle est en mesure de résoudre le problème des inégalités. Si Donald Trump a l'oreille d'une partie importante de la société américaine, ce n'est pas parce que les Américains sont des idiots. C'est parce que dans une société dans laquelle les inégalités sont présentées comme le résultat de la lutte entre les intelligents et les courageux d'une part, et les incapables et les feignants d'autre part³, ce discours peut prévaloir idéologiquement un certain temps, mais produit à long terme des effets dévastateurs aux dimensions imprévisibles.

1. On notera, à la lecture de la fiche pédagogique qui leur est consacrée, que les « Roms » sont issus de la caste indienne des intouchables, et que de fait, ils le restent.

2. Cf n° 36 de la revue *Après-demain*.

3. N'oublions pas qu'il s'est trouvé un homme politique français pour dénoncer le « cancer de l'assistanat ».